



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Préfecture du Cantal

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2023-1098

portant modification du périmètre d'exploitation d'une carrière  
exploitée par l'entreprise SAS Carrières PRAT.  
Carrière située à La Devèze - Lavastrie  
sur le territoire de la commune de **NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE** (15260).

Le préfet du Cantal,

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la loi 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 du président de la République portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT préfet du Cantal ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 8 septembre 2021 portant nomination de Monsieur Wahid FERCHICHE, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**Vu** le décret n°2014-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 modifié relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-5232 du 21 avril 2023 portant délégation de signature à Monsieur Wahid FERCHICHE, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-751 du 21 juin 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'ambrosies dans le département du Cantal ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne (SDAGE) approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le 10 mars 2022 ;

**Vu** le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral du 8 décembre 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-1414 du 4 novembre 2013, autorisant, pour une durée de 30 ans, la société SAS Carrières PRAT à exploiter une carrière de roches massives et ses annexes située aux lieux-dit La Devèze sur la commune de NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE ;

**Vu** la demande du 7 mars 2023, présentée par M. Eric Chambon, président de la SBC Holding elle-même présidente de la SAS Carrières PRAT, sollicitant l'extension de son périmètre autorisé sans modification des modalités d'exploitation ;

**Vu** le rapport et proposition de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 27 juin 2023 ;

**Vu** les observations émises par la SBC Holding en date du 30 juin 2023, relatives à la proposition d'arrêté complémentaire ;

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement le préfet peut prendre des prescriptions complémentaires sur proposition de l'inspection des installations classées et fixées par des arrêtés complémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que la demande porte sur l'extension du périmètre autorisé sur environ 0,9 ha ;

**CONSIDÉRANT** que la demande fait suite à un constat établi par l'inspection relevant un non-respect des limites du périmètre autorisé ;

**CONSIDÉRANT** que la surface concernée représentant une surface maximale d'environ 2500 m<sup>2</sup> servait de verse de stériles issus de l'exploitation de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant souhaite actualiser le périmètre sur une plus grande surface dans un but de simplification, le nouveau périmètre se superposant au parcellaire ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant propose une intervention minimale sur cette ancienne verse afin de faciliter la reconquête végétale déjà en cours ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'envisage aucune exploitation ni intervention sur la partie en extension hors verse ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant justifie de la maîtrise foncière des surfaces concernées ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de remise en état de la carrière restent inchangées ;

**CONSIDÉRANT** la décision préfectorale du 22 juin 2023, prise au titre de l'article R 122-2 du code de l'environnement, de ne pas soumettre la demande à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'est pas à regarder comme une modification substantielle au titre du paragraphe I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des modifications projetées, les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement sont respectés ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 – Modification de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 susvisé autorisant la société SAS Carrières PRAT à exploiter une carrière de roches massives et ses installations annexes au lieu-dit La Devèze-Lavastrie sur la commune de NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE sont complétées ou modifiées par les articles suivants.

### **ARTICLE 2 – Durée - localisation**

Le troisième alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 est modifié comme suit :

Conformément au plan présenté en annexe, l'autorisation d'exploiter la carrière porte sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section cadastrale	N° de parcelle	superficie totale en m²	superficie concernée par l'exploitation en m²
NEUEGLISE-SUR-TRUYERE LAVASTRIE	La Devèze	AY	85	5265	5265
			86	11980	11980
			87	20450	20450
			88	6325	6325
			89	8000	8000
			90pp	11680	7258
			93pp	15135	11483
			205pp	12103	1124
			207	3547	3547
			94pp *	16045	12100
	95 *	5945	5945		
	La Pinatelle Haute	AX	197	30881	30881
			202	2807	2807
			61pp	7340	2569
			71	583	583
			196 (chemin)	2936	2936
			198pp	92956	46603
			199 (chemin)	785	785
			200	4226	4226
			201pp	40659	10671
			73pp	190860	7320
	Les Planets	AX	162	1310	1310
			155pp	6335	438
			157	1595	1595
			158	4375	4375
			159	730	730
			160	668	668
			161	5685	5685
			231 (ex Chemin Nord)	750	750
			231 (exChemin Sud)	1088	1088
	Les Planets-Bas	AX	163pp	12650	5400
			164pp	21245	11670
			165pp	3565	990
TOTAL					237467



*\* : Les surfaces couvrant l'extension du périmètre (parcelles AY 94 pour 3000 m<sup>2</sup> correspondant à la verse historique) et AY 95 (parcelle boisée), ne sont pas exploitées et sont restituées en fin d'exploitation en l'état. Seule une piste d'accès destinée à l'entretien de la parcelle boisée et à la clôture de sécurité peut-être réalisée.*

La surface totale des parcelles couvrant le périmètre autorisé s'élève à 23 7467 m<sup>2</sup> soit 23,75 ha.

### **ARTICLE 3 –**

L'annexe du présent arrêté annule et remplace l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013.

### **ARTICLE 4 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 5- Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du CANTAL, l'accomplissement de cette formalité.  
Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

**ARTICLE 6 - Diffusion**

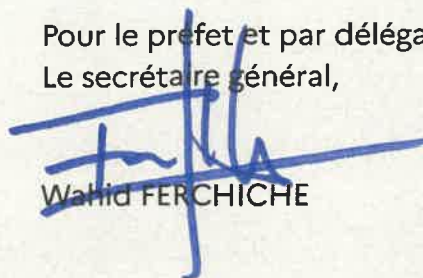
Le présent arrêté est notifié à la société SAS Carrières PRAT sise La Devèze - Lavastrie, 15260 NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE.

Le secrétaire général de la préfecture du Cantal, le maire de la commune de NEUVEGLISE-SUR-TRUYERE chargés des formalités d'affichage, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au :

- délégué pour le Cantal de l'unité inter-départementale 03/15/63 de la DREAL à Aurillac
- directeur départemental des territoires.

Aurillac, le 17 JUL. 2023

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Walid FERCHICHE



